

LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 248

15 février 2012

A quand le divorce franco-allemand ?

Après le drame de Fukushima, la chancelière A. Merkel a annoncé qu'elle prenait la décision de fermer les centrales nucléaires allemandes les plus vétustes. La déclaration suivante fut pour annoncer une sortie totale du nucléaire allemand pour 2022. Dans la foulée, Siemens a précisé qu'il arrêterait définitivement et prochainement sa filiale nucléaire. D'aucuns se frottent les mains en pensant aux énergies renouvelables. Mais celles-ci ne sont qu'une solution partielle utilisée déjà, pour certaines, par des pays dont les dirigeants sont spendieux et incompetents.

Sur ce point, la décision de Merkel a un rapport étroit avec la géopolitique et le problème de l'euro. Son choix confirme l'émergence d'un axe **Allemagne/Russie**.

La Pologne regorge de gaz de schistes, comme d'autres pays de l'Est d'ailleurs. Quant à la Russie, elle dispose de gaz, et l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder est un émissaire de poids pour l'Allemagne, puisqu'il est proche de Poutine. Il était devenu consultant pour Gazprom lorsqu'il quitta la chancellerie, après avoir mis tout son poids en 2005 dans le projet du gazoduc Nord Stream contournant la Pologne par la mer Baltique, dont la réalisation a commencé en 2010. Pour mémoire, non seulement G. Schröder avait cherché le conflit ouvert avec les Etats-Unis à propos de la guerre en Irak, mais il a toujours défendu la Russie poutiniennne. A l'époque, A. Merkel, dans l'opposition, avait nécessairement pris de la distance avec Moscou, pour de pures raisons électorales. LIESI a toujours estimé que le tandem Poutine/Merkel se connaissait depuis bien longtemps... Une anecdote significative : lors de la première visite d'Angela Merkel à Moscou, en avril 2006, la conférence de presse eut lieu dans la salle Catherine II, du nom de la tsarine née Sophie d'Anhalt-Zerbst. C'est dans cette salle que fut signé, en 1970, l'accord germano-soviétique ! Le signal des Russes n'est pas anodin. Au septième étage de la chancellerie, Angela Dorothea Merkel n'a qu'un seul tableau dans son bureau : un portrait de la Grande Catherine, princesse allemande devenue impératrice de Russie.

Le fait que le **cartel bancaire** ait placé un ancien agent communiste à la tête de l'Allemagne réunifiée, après avoir liquidé ses adversaires les

plus nationalistes, cachait une évidence qui ne fait, désormais, que sauter aux yeux. Depuis la dégradation de la situation géopolitique internationale, et dans la perspective de la future crise énergétique préparée par les Etats-Unis au Moyen-Orient, sans oublier l'effondrement à venir de la devise européenne, qui précédera celui du dollar, il y a incontestablement urgence pour l'Allemagne à trouver des débouchés pour ses produits et à se préparer au nouveau paradigme révolutionnaire esquissé par les tenants occultés du mondialisme.

Aujourd'hui, Angela Merkel parle ouvertement de « *partenariat stratégique* » avec la Russie. Elle s'expliqua comme suit : « *Avec la Russie, nous ne partageons pas encore autant de valeurs qu'avec les Etats-Unis* ». Tout est dit.

Pour LIESI, les rapprochements entre Berlin et Moscou vont grandir et les prochaines élections présidentielles françaises, mais surtout législatives, pourraient être l'excuse que cherche la chancelière Merkel pour quitter l'euro. En réalité, la présidentielle française est jugée par un initié que nous avons interrogé, comme moins importante¹ que celle des législatives². En effet, des

¹ Ces élections présidentielles vont confirmer l'abandon des règles classiques du régime présidentiel français. On est en train de s'aligner, là aussi, sur le modèle américain, avec le principe des « primaires ». En France, les partis républicain et démocrate sont remplacés par l'UMP et le Parti socialiste. Les différences entre eux sont inexistantes : ils sont pro-mondialistes, contre la nation et le principe de bien commun national. La logique du quinquennat pour la présidentielle, et celle du quinquennat pour les élections législatives, font que le régime présidentiel propre à la V^e République n'a plus de sens. Voilà pourquoi un initié interrogé par notre rédaction dit que le prochain élu sera un « *guignol, car le principe de l'alternative n'existe plus en France* ». C'est de la politique spectacle, ce sont deux candidats de l'Union européenne, comme le dit A. Soral, avec justesse. Ce sont deux menteurs professionnels, puisque leurs propositions en faveur de la ré-industrialisation nationale s'opposent radicalement au plan européen qu'ils ont eux-mêmes soutenu, contre l'opinion majoritaire de la population. Ce sont deux promoteurs d'une forme de dictature déguisée, qui utilisent le libéralisme pour parvenir aux fins recherchées par les banquiers internationaux qu'ils servent. C'est-à-dire un chaos pour imposer autre chose.

² Sur les questions européennes, le candidat F. Hollande a déjà annoncé qu'en cas d'élection, il renégocierait le pacte budgétaire en cours de discussion à l'initiative du chef de l'Etat et de la chancelière allemande. Réaction de Martin Schulz,

triangulaires, avec le maintien du Front National au second tour des prochaines élections législatives, contribuerait très probablement à une chambre favorable à une politique COLLECTIVISTE. Une Assemblée nationale favorable à une politique *collectiviste*, soucieuse de revenir sur certains engagements européens de l'Américain Sarkozy, serait une superbe excuse pour la chancelière allemande, de passer l'arme à gauche... côté Moscou³.

Ces élections présidentielles et législatives françaises de 2012 traduisent un clivage entre ceux qui croient en l'Europe synarchique et les autres. Ce sera en quelque sorte « un référendum sur le modèle mondialiste ». Si on accepte ce qu'exigent les technocrates de Bruxelles, les banquiers internationaux utiliseront cette crise des intérêts des dettes nationales pour conférer au nouveau Reich de Bruxelles, un pouvoir décisionnel sur la gestion budgétaire de tous les pays en difficulté, c'est-à-dire TOUS les pays européens.

Aujourd'hui, Angela Merkel semble être le meilleur agent de Moscou au sein de la Troïka. Dans un document confidentiel du gouvernement allemand, publié dans le *Financial Times* du 28 janvier 2012, on propose que la Grèce cède complètement sa souveraineté en matière fiscale et de dépenses à un *commissaire du budget* de l'Eurozone, en échange d'une seconde tranche du plan de sauvetage. D'aucuns ne sont pas dupes de ce que prépare la chancelière⁴. Son programme (combinaison du pacte fiscal,

social-démocrate allemand et nouveau président du Parlement européen : « La question n'est pas de savoir si François Hollande pourra renégocier le traité, mais plutôt si M. Sarkozy sera en mesure de le faire appliquer avant l'élection et, notamment, d'inscrire la "règle d'or" dans la Constitution ». Pour sa part, le ministre des Finances français, François Baroin, a reconnu, le 23 janvier à Bruxelles, qu'« il n'y a pas de fenêtre de tir avant les élections françaises » pour procéder à la réforme de la Constitution préalable à la ratification du nouveau traité.

³ Moscou qui se prépare à l'accident européen en mettant en avant ses préparatifs d'une ampleur sans précédent dans les manœuvres *Caucase 2012*, commençant en septembre prochain. Elles ont pour objectif de parer à toute éventualité en cas d'opérations militaires israéliennes ou américaines contre l'Iran. Il s'agirait, en particulier, de prévenir toute « rupture des communications » avec l'importante base militaire russe de Gumri, en Arménie, pays frontalier de l'Iran. Beaucoup plus importantes que celles de 2008 menées dans le Caucase du Nord, ces manœuvres impliqueront toute la gamme des forces russes (armée fédérale, ministère de l'Intérieur et des situations d'urgence, services secrets, agence des télécommunications). Chose inédite, il est prévu que les bases russes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie y prennent part. Une façon de réaffirmer l'ancrage militaire russe dans ces régions.

⁴ L'ancien ministre italien de l'Economie, Giulio Tremonti, a qualifié le pacte de « déclaration de guerre contre l'Italie ».

contraintes à l'endettement et aux sanctions) ne pourra conduire qu'à une sévère contraction de l'économie réelle des pays membres, à la chute brutale du niveau de vie des populations. La chancelière sait pertinemment que ce programme ne tient pas la route⁵. Elle joue incontestablement la montre. Mais au profit de qui et de quoi ? Pourquoi entretenir un système euro poubelle condamné à mort⁶ ? Pourquoi dépenser toujours plus d'argent alors que la chancelière a déjà pris la décision de sortir de l'euro ? Pour agir de la sorte, c'est qu'il y a un plan. Et ce plan tient bien évidemment compte de la politique étrangère engagée par le *cabinet fantôme américain*, laquelle traduit une géopolitique fractale ou de chaos. Par conséquent, nous sommes déjà dans un jeu d'alliances en vue d'une prochaine guerre mondiale et de guerres civiles européennes. Et l'Allemagne a fait le choix de Moscou.

Pour le moment, il faut masquer toutes ces opérations de coulisses aux peuples aseptisés, totalement lobotomisés par les programmes marxistes scolaires ou télévisés. Mieux, on illusionne sur une remontée technique des indices financiers et de valeurs bancaires, dont le cours a parfois été divisé par dix ! Une fois les accords scellés, attendez-vous à de nouveaux accidents et à la future liquidation judiciaire de grands Etats européens. La France est particulièrement dans le viseur des financiers américains. Une chambre favorable au collectivisme conviendrait parfaitement à ce scénario, puisque les *gauchistes ont toujours été les alliés privilégiés des banquiers internationaux*. Il suffit de citer Karl Marx et ses affidés, voire Lénine et Cie. Mais aujourd'hui, Poutine (comme ce fut aussi le cas de Staline) n'est pas un homme lige du *cartel bancaire*. Poutine n'est ni S. Hussein, ni M. Kadhafi.

L'arrivée d'une telle chambre législative en France, favorable à un système collectiviste éradiquant la classe moyenne, n'est bien sûr qu'une hypothèse. Mais

⁵ Elle n'est pas la seule. Récemment, le jour même où la Troïka présentait ses nouvelles exigences au Premier ministre fantoche de la Grèce, Lucas Papademos (150 000 licenciements dans le secteur public d'ici 2015, réduction des dépenses militaires et de santé, suppression d'institutions d'Etat, coupe des retraites, augmentation supplémentaire des impôts et l'économie de 2,2 milliards d'euros supplémentaires dans les dépenses publiques prévues pour 2012, ainsi qu'une baisse de la sécurité sociale de 5%), Samaras (chef de l'opposition à Papandréou) rencontrait le chef de cabinet du Kremlin, Sergueï Ivanov, ainsi que le patriarche russe Cyril. Rien n'a filtré sur ces rencontres.

⁶ Pourquoi le gouvernement d'Angela Merkel vient-il de réactiver le fonds de renflouement allemand SoFFin II, lequel dispose d'un volume de crédit de 480 milliards d'euros ? De toute évidence, on se prépare au scénario d'une cessation de paiement grecque ou à autre chose qui frapperait les banques allemandes.

nous savons, grâce à des sources privilégiées, que pour l'heure, les futures lois de ce système collectiviste sont déjà toutes préparées par les officines maçonniques ! Reste l'élection du « guignol », de l'imbécile utile que le pouvoir occulte sortira du chapeau. Selon les sondages actuels, François Hollande est favori. Nous reviendrons sur ce point dans le prochain numéro de LIESI, car parmi ses amis de campagne, il y a des personnes et des groupes de réflexion particulièrement liés à la Haute finance, et donc au cartel bancaire.

Le calendrier 2012 des élections présidentielles européennes intervient dans un contexte où, plus que jamais, les commissaires (du peuple) de Bruxelles doivent travailler avec l'exécutif des nations européennes pour introduire une dictature politique et se préparer à contenir une explosion sociale.

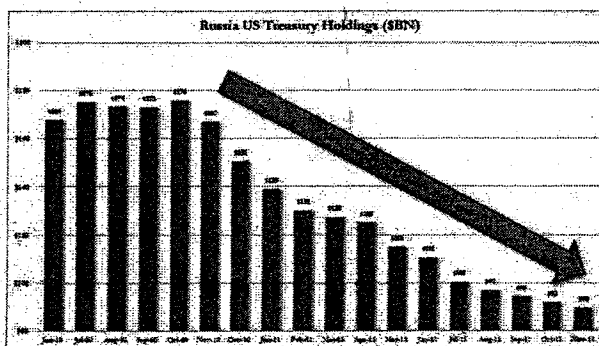
LIESI a extrait cette petite phrase initiatique prononcée à Davos par Mario Draghi, l'homme de Goldman Sachs, imposé à la tête de la Banque centrale européenne : le pacte (fiscal) « soustrait à la souveraineté nationale une partie de la discrétion sur la politique fiscale » ; il s'agit d'« un premier pas vers une union fiscale ». Le programme communiste de Bruxelles consiste en une dictature politique supranationale, laquelle doit institutionnaliser un système de répression. Tandis que l'économie REELLE s'effondre, les hommes liges du cartel bancaire font tourner la planche à billets afin de masquer une attaque fulgurante qui contraindra les banques à une fermeture pour une durée dont LIESI vous parlera dans quelques temps.

Le retrait de l'Allemagne de l'euro permettrait à A. Merkel de retrouver du prestige aux yeux d'une population allemande, habituée à la rigueur depuis de nombreuses années, quand les autres européens menaient la belle vie ! En outre, depuis quelques mois, les Allemands sont lassés des critiques des politiciens français à leur égard⁷. Il faut encore bien lire le document de Standard and Poor's, commentant la dégradation de la note de la dette de la France. En effet, pour l'agence de notation américaine, les maux de la zone euro ne sont pas seulement le fruit des dérives budgétaires des pays du Club Med, mais aussi le résultat d'écarts de compétitivité observés entre les pays membres. Principalement entre Berlin et les

⁷ Ils ne sont pas les seuls. En visite à Berlin, le 23 janvier 2012, C. Lagarde (directrice générale du FMI) a rappelé que si des pays avaient des déficits, c'est parce que d'autres avaient des excédents. Une façon de dénoncer, avec des mots plus doux, « l'égoïsme allemand » qu'elle avait épinglé au printemps 2011. En 2011, le communiqué publié à l'issue du G20 de Cannes précisait que « les pays affichant des excédents courants importants s'engagent à mettre en œuvre des réformes destinées à accroître la demande intérieure ». Étaient visées la Chine, mais aussi l'Allemagne !

autres. Or l'Allemagne, avec sa politique agressive visant à doper ses exportations après la réunification, n'est-elle pas, en partie au moins, coupable de ces dérapages ? Sa réussite, ses excédents commerciaux, rappelle l'économiste Michel Aglietta, ont été réalisés au détriment du reste de l'Union européenne. Succès aidé, de surcroît, par une politique monétaire européenne favorable au pays. Si S&P n'est certainement pas l'entité la plus légitime pour donner de telles leçons, nous en déduisons que les contrôleurs officieux de cette agence, surnommée *Standard & Bourdes*, souhaitent désormais la fracture du couple franco-allemand. D'ailleurs, « Mario Draghi est en passe de démanteler le mécanisme par lequel les Allemands exerçaient un certain contrôle sur la BCE, afin de faciliter les renflouements ».

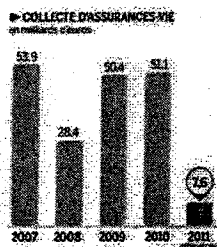
Cette tactique des cercles mondialistes américains signifie bien qu'il y existe une volonté d'accélérer, à un certain moment, et brutalement, le processus de délitement européen. Les élections françaises répondent à la logique de ce scénario de crise.



nationales ? Mais ce pouvoir appartient exclusivement à l'Empire américain... en voie d'effondrement.

La France est-elle au-dessus du gouffre ?

Tandis que nous approchons des élections présidentielles et législatives françaises, une statistique récemment publiée revêt une importance singulière : la décollecte (retrait des fonds) dans les assurances-vie s'accélère. Voici les chiffres : les - 300 millions d'euros d'août sont devenus - 1,8 milliard en septembre, - 2 milliards en octobre, - 2,6 milliards en novembre... pour terminer l'année à - 3,8 milliards ! Du jamais vu dans l'histoire de ce placement.⁹ Sur l'ensemble de l'année, la collecte française s'effondre de 85% pour atteindre 7,6 milliards



euros contre 51,1 milliards un an plus tôt. D'aucuns n'y verront que des chiffres, mais une source ayant travaillé à un haut poste de la Banque de France, nous a assuré que si cette tendance se poursuivait en 2012, ce serait « l'apocalypse financière pour la France ». « C'est son

*trésor de guerre, un réservoir fondamental pour le financement de notre économie. C'est l'instrument privilégié de préparation de la retraite, le pilier de l'épargne longue en France. Cette décolle*cte, c'est comme si vous dynamitez les charpentes de la maison France. Fin 2011, ce placement captait plus de 1300 milliards d'euros, soit plus de la moitié de l'épargne longue des ménages nationaux ».

Pour l'instant, le financement des entreprises comme de la dette sont assurés, mais la décolle

cte ne doit pas se poursuivre ! A eux seuls, les assureurs détiennent la moitié de la dette française. C'est un point-clé pour les agences de notation.

Cela explique pourquoi les officines maçonniques ont préparé des mesures en vue de bloquer les fonds

⁹ *Bilan*, le magazine économique de suisse romande, dresse un état des lieux impressionnant des grandes fortunes quittant la France. Le flux s'accélère nettement depuis dix-huit mois, avec la suppression du bouclier fiscal que l'on voit venir depuis 2010. « Comme en 1981, la crainte de l'élection d'un président de gauche en France qui va devoir accroître la pression fiscale sur les plus riches pour satisfaire son électorat, incite nombre de Français à organiser leur sortie de France avant même l'élection », affirme, après moults entretiens avec les intéressés, le rédacteur en chef du magazine *Bilan*, Stéphane Benoit-Godet. Rappelons qu'en 1981, avec l'arrivée de F. Mitterrand et du programme de nationalisation, la prime sur les pièces d'or avait atteint 98%.

d'assurance-vie. Cela dit, ces éléments mettent en lumière l'extrême fragilité du maintien de la note de la dette de la France, par les agences de notation américaines. Pour certains analystes comme Régis Bigot, directeur au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) : « Le pouvoir d'achat et les revenus augmentent plus lentement. Les classes moyennes sont étranglées par les dépenses contraintes. Elles puisent dans leur épargne liquide pour boucler les fins de mois, voire rembourser les crédits ». Pour sa part, Cyril Blesson, directeur de la recherche chez Seeds Finance, établit un lien entre la chute des placements financiers et la baisse des crédits. « Les ressources venues du crédit se tarissent. Cela fait chuter les placements financiers ». « On était sur une tendance de 150 milliards d'euros l'an, on tombe à 100 milliards. C'est un recul significatif », avoue perplexe, Patrick Artus, directeur de la recherche de Natixis.

Conséquence : les prix de l'immobilier vont décliner. Les professionnels attendent une forte chute du nombre de crédits accordés, aux environs de 130 milliards d'euros en France, ce qui représenterait une baisse de 20% par rapport à 2011. Selon l'Observatoire des crédits aux ménages, « la demande de crédits immobiliers, qui a reculé d'environ 30% depuis 2007, est au plus bas depuis la fin des années 1980 ».

C'est l'ampleur du déclin que l'on ne peut mesurer. Tout dépendra du scénario que les banquiers internationaux imprimeront sur les indices boursiers, ceux des taux d'intérêt, du pétrole et des denrées alimentaires, etc. Encore une fois, et comme nous ne cessons de le répéter depuis plusieurs mois, il faut suivre l'évolution climatique. Les initiés bercés dans l'occulte et qui nous lisent, comprendront... au premier degré.

Washington perd la tête en voulant la peau de l'agent Poutine

Récemment, V. Poutine a accusé le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères américain, ainsi qu'Obama, de collaborer avec les dirigeants des manifestations russes pour le déstabiliser. L'ONG américaine National Endowment for Democracy¹⁰ (NED), est à la pointe du

¹⁰ La NED fut créée au début des années 1980, sous la présidence de R. Reagan et sur proposition de Bill Casey, directeur de la CIA. Objectif : pour obtenir plus d'efficacité dans son action, il recommandait de privatiser les modes d'action de la CIA, via la NED, laquelle assurerait la progression de l'agenda mondialiste de Washington. C'est pourquoi Allen Weinstein (l'un des rédacteurs des statuts de la NED) avoua en 1991, lors d'une interview au *Washington Post* : « Beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui était fait secrètement par la CIA, il y a 25 ans ».

projet de déstabilisation de Poutine. Elle permet le financement d'un réseau de presse international très présent à Moscou, et assure également le soutien financier d'activistes dirigeant des ateliers à la pointe de l'endoctrinement anti-poutinien. Il y a donc une **ingérence de plus en plus criante des Occidentaux dans le processus politique russe et une volonté d'interférer sur un changement de régime.** La NED soutient indirectement, via Vladimir Kara-Murza, membre du conseil fédéral de Solidarnost (Solidarité), Boris Nemtsov (membre de la Douma), l'un des principaux opposants à Poutine. Boris Nemtsov est très lié aux cercles d'influence mondialistes de Davos, ce qui lui permet d'obtenir des fonds provenant des oligarques en fuite (comme Boris Berezovsky) et des fondations occidentales comme la Fondation Soros¹¹. Le but déclaré de la manœuvre étant de rassembler les forces "démocratiques" contre Poutine. « Le 23 mai 2011, Ryzhkov, Nemtsov et plusieurs autres, enregistrèrent un nouveau parti politique : le Parti de la Liberté Populaire, de manière à aligner un candidat aux présidentielles contre Poutine, en mars 2012 »¹². Ce groupe intègre également dans ses rangs l'ancien champion du monde d'échecs, recyclé politicien de droite, Gary Kasparov, un autre membre fondateur de Solidarnost. Kasparov¹³ a été identifié il y a plusieurs années comme étant membre du comité directeur d'un *think-tank* néoconservateur militaire, à Washington : le comité du National Security Advisory Council Center for Security Policy, une organisation de sécurité nationale. **Grâce à ses réseaux et à la collaboration sans faille de l'appareil politique de Washington, la NED cherche plus que jamais à développer l'activisme politique de la jeunesse russe. Or ces réseaux sont précisément ceux qui s'ingérèrent dans les révolutions colorées des années 2000, mais également en Egypte et les révolutions arabes !** Parmi les personnalités les plus influentes au sein de la

¹¹ Le 31 janvier 2012, Poutine a lancé un mandat d'arrêt contre le financier George Soros pour terrorisme financier. Cette décision, plutôt explosive, fut prise après la découverte, par les services de renseignement russes, d'opérations monétaires (produits dérivés) de déstabilisation des valeurs russes, menées à partir de banques luxembourgeoises.

¹² Nemtsov a rencontré Obama, en 2009, au Ritz Carlton Hotel de Washington, pour discuter de l'opposition russe à Poutine. Il fut ensuite l'invité du puissant Council on Foreign Relations (CFR) de New York, l'organe décisionnel de la politique étrangère de l'administration américaine.

¹³ Le personnage bénéficie d'une bonne image grâce aux médias occidentaux sous influence. Il est cependant très lié avec Leonid Nevzlin, l'ex vice-président de Yukos et l'associé de Mikhaïl Khodorskovsky. « Nevzlin s'est enfuit en Israël pour éviter les charges menées contre lui pour meurtre et avoir contracté des tueurs à gages pour éliminer des "gens dérangeant" lorsqu'il était vice-président de Yukos ».

jeunesse en Russie, il y a un employé de la NED : Alexei Navalny. Or ce personnage, adulé par les médias britanniques, est un pur produit de l'université de Yale, sur la côte Est américaine, également l'université de la famille Bush. Il est soutenu par les Skull and Bones, qui se recrutent exclusivement à Yale. Alexei Navalny, Boris Nemtsov et Vladimir Ryzhkov (de Solidarnost), sont donc des agents travaillant pour la CIA et le Pentagone. Ils veulent la peau de Poutine ! Les dirigeants américains, et tout particulièrement le *cabinet fantôme* des Etats-Unis, se fichent de la « démocratie ». Leur seul objectif est de préserver les intérêts de l'Empire et de faire progresser l'agenda mondialiste. Or aujourd'hui, **Poutine incarne le principal obstacle à ce plan.**

Nomination d'un agent de la NED à l'ambassade US à Moscou

A l'époque de la Guerre froide, les ambassadeurs américains envoyés à Moscou étaient toujours des gens de carrière : des diplomates. De fait, ils n'avaient pas vocation à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Union soviétique. Cette tendance connut sa première exception avec Robert Strauss. Le président George H.W. Bush (et ancien patron de la CIA), l'avait choisi comme ambassadeur à Moscou, pour faciliter la chute de l'Union soviétique.

En 2012, l'ambassadeur que Washington vient d'envoyer à Moscou, est aux antipodes des règles d'antan. McFaul est connu de Moscou pour avoir une spécialité singulière : c'est un spécialiste de la promotion d'une démocratie très particulière. Dès son arrivée à Moscou, il a immédiatement demandé à recevoir les leaders des manifestations anti-Poutine ! Dès les années 1990, McFaul qui a fait partie du Conseil national de sécurité d'Obama, a travaillé au sein de l'Institut démocratique national (NDI), l'antenne du NED. **Il a même dirigé le bureau du NDI à Moscou !** Pire, McFaul est l'auteur, en 2001, de l'ouvrage *La Révolution inachevée de la Russie*. Un livre contre Poutine. Il récidivera en 2006 avec *La Révolution orange*. Tout ce travail contre Poutine se fait donc en pleine lumière. Lors d'une récente interview, McFaul a clairement dit : « *Je suis un spécialiste en démocratie, en mouvements anti-dictature, en révolutions* ».

Pas étonnant qu'Alexei Pouchkov, présentateur d'émissions télévisées et nouveau président du comité de la Douma (chambre basse du parlement russe) pour les Affaires étrangères, ait annoncé que le redémarrage des relations russo-américaines, proclamé en grande pompe à une époque par les présidents des deux pays, Dmitri Medvedev et Barack Obama, était terminé. Selon A. Pouchkov, **Poutine est le symbole de la Russie en tant que centre de force mondiale et épine dorsale de l'Union eurasiennne**, ce qui ne peut convenir au

cabinet fantôme américain, qui voit les Etats-Unis comme centre d'un Empire mondial.

A la lumière de ces informations, le scénario IRANIEN se présente bien comme le catalyseur d'une nouvelle guerre mondiale. Les deux principaux blocs tissent leurs alliances et le délitement du système libéral rend le bloc occidental de plus en plus agressif.

Pour le moment, Poutine cherche à concrétiser sa vision d'une nouvelle entité d'intégration, à savoir l'Union économique eurasienn¹⁴. Il a même dit que cette union doit devenir une « puissante alliance supranationale, capable de constituer un nouveau pôle du monde contemporain et de jouer dans le même temps le rôle de "pont" reliant l'Europe et la région dynamique d'Asie-Pacifique ». En 2011, Poutine fut également chargé par ses mentors de transformer l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), amorphe jusque-là, en une alliance militaro-politique à part entière. Nous le développons depuis des mois dans le *Hors série RUSSIE mensuel* : ce besoin d'intégration est la traduction des menaces extérieures croissantes émanant aussi bien de l'Afghanistan (d'où les Etats-Unis se retireront prochainement) que des révolutions *Twitter* ayant contribué au renversement de plusieurs régimes autoritaires. Cela dit, la Russie a encore du chemin à parcourir, car les relations se sont détériorées avec l'Ukraine, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie.

Poutine et le groupe occulte qu'il représente, défendra la Russie bec et ongles, en soutenant, le moment venu, des révolutions stylé Mai 68 en Europe de l'Ouest.

Dans les prochains mois, Poutine pourrait utiliser l'arme énergétique sans état d'âme et renforcer les liens entre la Russie et les pays de l'Eurasie, dont la Chine et l'Iran, voire l'Inde, ce qui constituerait un immense échec pour Washington. Plusieurs pays des BRICS s'empressent de larguer leurs dollars et de les arbitrer contre des biens tangibles. Il suffit de voir, par exemple, la célérité avec laquelle les Chinois achètent des biens et des sociétés en France. Si l'actuelle guerre monétaire manifeste la banqueroute de l'Empire, elle confirme également une configuration géopolitique

¹⁴ Sur son site internet de campagne électorale, Vladimir Poutine – 2012, élaboré avant les législatives, par l'Institut d'études socioéconomiques et politiques dirigé par Nikolai Fedorov, on s'aperçoit qu'il a bien abandonné la notion « d'identité européenne » pour l'idée d'une « Union eurasienn ». Cela veut tout dire. Dans un article qu'il a fait publier mi-janvier dans le quotidien *Izvestia*, Poutine prédit l'effondrement du système unipolaire qui s'est établi au cours des deux dernières décennies. Il critique également les puissances économiques qui devraient être des locomotives de développement, mais sont devenues une source de problèmes et de risques. Enfin, il fustige l'exportation de la démocratie par la force.

explosive. Dès que la volonté des banquiers américains de couler l'euro sera manifeste (traduction : la prochaine plongée de l'euro vers la parité), nous pourrons en déduire que les Etats-Unis se situent dans une situation identique à celle de l'Empire britannique en 1913.

La Russie de Poutine fait manifestement peur aux cercles de pouvoir américain. C'est ce qu'indique le rapport présenté au Sénat début février par le directeur du renseignement national américain James Clapper, et le directeur de la CIA David Petraeus. Ce rapport (résultat de plusieurs mois de travail de 16 services spéciaux membres de la communauté du renseignement des Etats-Unis) sur l'évaluation des menaces mondiales pour la sécurité américaine, développe tout particulièrement la menace poutinienne ! Le rapport accorde une attention particulière aux attentes des Etats-Unis après le retour de Vladimir Poutine au Kremlin, après la présidentielle du 4 mars 2012. « Très probablement, Poutine s'emploiera à souder les rangs de l'élite, à protéger des richesses accumulées et à mettre en place de nouvelles possibilités pour permettre à l'élite de s'enrichir », a déclaré aux sénateurs le général Clapper, en ajoutant que le Kremlin devra également penser aux citoyens ordinaires. « Il s'efforcera d'assurer un niveau de vie suffisamment élevé pour calmer les masses, estime le chef du renseignement. Cependant, il sera de plus en plus difficile de contrôler les exigences croissantes de réformes, étant donné le faible rythme de croissance de la Russie ». Commentaire objectif de Iouri Rogoulev, directeur du Fonds d'études américaines Franklin Roosevelt de l'Université d'Etat de Moscou : le renseignement américain « rend public seulement ce qu'on veut l'entendre dire, et le dernier rapport confirme le durcissement de la politique du Congrès américain à l'égard de la Russie ».

Publication des BREVES DE LIESI, Hors série RUSSIE et BREVES RELIGIEUSES de février/mars 2012.

12 € franco de port

Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)
e-mail : liesiletter@gmail.com
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)
Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros)
6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €
Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.
Pour ceux qui préfèrent renouveler leur abonnement par Internet : passer par le site sécurisé de LIESI, via [liesidotorg](http://www.liesi-dotorg), et non par un concurrent. Merci.
www.liesi-delacroix.com
Règlement par chèque à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**